



# 4° BUSINESS FORUM TRILATERALE

Roma, 1-2 dicembre 2022 | The Dome Luiss - Via Panama, 25

## Déclaration conjointe Quatrième Forum économique trilatéral Rome, 1er et 2 décembre 2022

## **Restaurer la puissance économique européenne**

Nous vivons une période de crise profonde : une réponse européenne fondée sur les valeurs de démocratie et de solidarité est essentielle. L'Europe est confrontée à des évolutions perturbatrices issues de la transition écologique/bas carbone et numérique, de la crise énergétique et des conséquences de la guerre. Par conséquent, nous exhortons nos dirigeants politiques et les institutions européennes à traiter de manière exhaustive les risques les plus sérieux pour le bien-être économique et la compétitivité, et à renforcer la croissance, l'emploi et l'équité sociale. En partant de la discussion du 4e Forum économique trilatéral sur les défis et les opportunités socio-économiques de nos pays respectifs, nous proposons ce qui suit :

### **Aider l'Ukraine et la reconstruire**

Nous condamnons la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine qui engendre d'énormes souffrances humaines, une vague de réfugiés, une crise alimentaire, des menaces pour la sécurité dans toute l'Europe, une instabilité financière, et un grand choc pour le bien-être économique à travers le monde. Nos trois pays sont fortement touchés. À l'avenir, nos pays et l'UE devront s'engager dans la reconstruction de l'Ukraine. Nos entreprises interviennent déjà en fournissant des biens et services essentiels à l'Ukraine dans de nombreux domaines, et elles élargiront cette implication une fois que la situation sécuritaire s'améliorera et que l'architecture multilatérale pour la reconstruction de l'Ukraine sera totalement en place.

### **Promouvoir une coopération renforcée en matière de défense**

Nous approuvons les prévisions d'accroissement des capacités de défense de nos pays et soutenons l'idée d'une coopération industrielle plus forte et plus efficace. Alors que la sécurité de millions de citoyens est mise en jeu par de nouvelles menaces, des investissements majeurs dans de nouvelles technologies et une plus grande coopération sont nécessaires pour garantir d'avoir une industrie européenne de la défense prête à répondre aux besoins et aux capacités des États membres. Au sein des principales organisations de l'Union européenne et de l'OTAN, la coopération de la France, de l'Allemagne et de l'Italie joue un rôle fondamental. Nos pays et nos industries doivent donc être améliorés par des politiques efficaces, nécessaires à une industrie européenne de la défense plus forte et compétitive au niveau mondial.

### **Endiguer la crise énergétique par des mesures complètes**

Comme l'ont indiqué dans la déclaration de Stockholm tous les membres de BusinessEurope, nous devons travailler en collaboration pour protéger l'industrie européenne et éviter les délocalisations de production ou les fermetures d'usines, notamment de PME. Nous exhortons nos dirigeants à coordonner leurs actions pour apporter des solutions immédiates qui changent la donne au niveau européen, afin de contenir la flambée des prix de l'énergie pour les ménages et les entreprises, tout en veillant à la cohérence de ces solutions par rapport aux politiques et aux objectifs climatiques européens. De nombreuses politiques et mesures ont été adoptées pour aider les entreprises. Cependant, d'autres mesures d'urgence économiquement efficaces à court terme sont nécessaires pour surmonter la crise, pour réduire le coût du gaz et de l'électricité, et donc pour préserver la compétitivité de l'Europe. À cet égard, nous sommes préoccupés par les implications potentielles d'éléments discriminatoires spécifiques portant sur les échanges commerciaux et les investissements transatlantiques qui figurent dans l'Inflation Reduction Act (la loi sur la réduction de l'inflation) instaurée par le gouvernement américain, et nous demandons instamment à nos dirigeants d'œuvrer en faveur d'un accord rapide et équitable.

La Commission européenne et le Conseil de l'Europe doivent jouer un rôle plus important dans la promotion de cette coopération et proposer des mesures pour réduire efficacement la facture

énergétique des entreprises et des ménages. Dans ce contexte, il est important de surveiller le cadre temporaire de crise afin d'en corriger les défauts, tout en maintenant des conditions de concurrence équitables sur le marché unique. En outre, des politiques d'intensification du déploiement d'énergies renouvelables et à faible émission de carbone supplémentaires, y compris de l'énergie nucléaire, et des capacités de gaz naturel, sont essentielles. Par ailleurs, il est impératif d'évaluer la capacité du marché du gaz à résister aux chocs externes, et de surmonter la fragmentation des marchés en Europe. Enfin, à la lumière de la décarbonation, nous devons évaluer quel modèle à long terme du marché de l'électricité peut soutenir au mieux la compétitivité des industries de l'Union européenne.

### **Revoir la gouvernance économique et renforcer les investissements en temps de crise**

Nous convenons que la politique budgétaire doit jouer un rôle dans l'absorption des chocs et équilibrer les objectifs de stabilisation des revenus des ménages, d'aides aux entreprises et de stabilité des prix. Nous conseillons vivement à nos gouvernements de recourir à toutes les options possibles pour limiter les dégâts, renforcer les investissements publics et soutenir les investissements privés en 2023/24. À cet égard, nous soutenons la révision de la gouvernance de l'économie qui incite à effectuer des investissements publics plus élevés. Il est important que les nouvelles règles soient conjointement adoptées en 2023 pour pouvoir appliquer le nouveau cadre budgétaire début 2024.

### **Renforcer les investissements publics et privés en temps de crise**

Nous invitons nos dirigeants à adopter des politiques plus ambitieuses pour faciliter les investissements à grande échelle dans la transition écologique, notamment dans les énergies renouvelables et l'hydrogène, la décarbonation de la fabrication et les technologies bas carbone, les réseaux d'énergie, les stockages et les interconnexions à grande vitesse, avec des procédures administratives rationalisées. Nous devons utiliser efficacement les budgets nationaux et de l'UE, la facilité pour la reprise et la résilience des programmes NextGenerationEU comme InvestEU, et les banques européennes et nationales, promouvant le développement économique pour accélérer les investissements privés. De nouveaux instruments de financement de l'UE devraient être développés sans délai pour faire face à d'éventuelles crises futures.

Nous exhortons également nos institutions européennes à produire une réglementation saine et équilibrée sur l'adéquation des fonds propres des banques et sur la solvabilité des compagnies d'assurance, qui sera en mesure de renforcer la résilience du secteur du financement sans entraîner d'augmentations significatives des exigences de fonds propres. Pour soutenir la reprise, il est essentiel que les banques et les compagnies d'assurance puissent répondre aux besoins de financement des entreprises ; pour ce faire, la finalisation des règles de Bâle III au niveau de l'UE et la révision de Solvabilité II devraient préserver les spécificités européennes et ne pas entraîner d'augmentation majeure des exigences de fonds propres. C'est important, car la transition écologique et numérique nécessitera des investissements importants de la part des entreprises européennes, et ces investissements devront aussi être financés par les banques et les compagnies d'assurance.

Par ailleurs, la réglementation relative à la finance durable doit être conçue de manière à améliorer la contribution du secteur privé à la transition écologique. Il faut éviter un accroissement des facteurs de risque liés au climat. En ce qui concerne les normes de reporting sur la durabilité, nous sommes favorables à la création d'une base de référence mondiale et à une simplification des normes pour les PME.

### **Gérer l'autonomie stratégique de manière globale**

L'industrie européenne s'est avérée être un rempart essentiel contre les effets des pandémies, de la guerre et de la crise énergétique, ainsi qu'un atout crucial pour la croissance économique.

C'est pourquoi la politique industrielle européenne et les investissements importants dans la Recherche & l'Innovation jouent un rôle primordial. Nous partageons l'approche européenne visant à renforcer la capacité de l'Europe à devenir un leader technologique et commercial dans des domaines stratégiques spécifiques tels que les batteries, l'hydrogène, les semi-conducteurs, les matières premières, l'espace et la défense, le cloud, la santé. Le Chips Act (concernant les semi-conducteurs) est un bon premier pas vers la concrétisation de ces efforts. Compte tenu de l'importance du rôle des projets importants d'intérêt européen communs ou IPCEI (en termes de création de partenariats industriels, d'identification de grands projets innovants et de réserves de projets à travers l'Europe, de mobilisation de financements publics et privés), ils doivent être davantage simplifiés et renforcés. Parallèlement, les instruments nationaux doivent être rendus plus attractifs et plus directement rattachables aux IPCEI, afin de faciliter la réalisation d'installations industrielles innovantes.

Nos pays et l'UE en général doivent adopter une approche globale pour renforcer la résilience de nos économies par rapport aux nations autocratiques. Il est crucial de réduire notre dépendance à leur égard en termes d'importations de matières premières ou de marchandises essentielles. Dans de nombreux domaines, cela nécessite une action politique énergique au niveau national et de l'UE pour renforcer, dans l'Union européenne, les capacités industrielles dans des secteurs précis, pour ouvrir de nouvelles voies d'approvisionnement des entreprises favorisant la diversification par le biais d'accords relatifs aux échanges commerciaux, à la coopération et aux matières premières, avec des mesures strictes au niveau de l'entreprise destinées à minimiser les perturbations potentielles dues au risque politique. Nous partageons l'objectif du règlement annoncé sur les matières premières critiques de l'UE (EU Critical Raw Materials Act) devant sécuriser les matières premières stratégiques, sur la base d'une analyse approfondie des besoins présents et futurs de ces matières et de leurs impacts sur le secteur industriel, afin d'éviter les pénuries. Avec une association intelligente d'instruments, les entreprises européennes devraient être soutenues et encouragées stratégiquement à diversifier, à surveiller et à identifier les matières premières cruciales, à étendre le stockage et à accroître l'efficacité des ressources, ainsi que les approches d'économie circulaire.

### **Créer un agenda législatif positif et éviter une réglementation complexe et trop lourde**

Dans le fragile contexte économique actuel, il est urgent d'accorder aux entreprises européennes un répit réglementaire et le temps dont elles ont besoin pour s'adapter à la réglementation déjà existante, en évitant de leur imposer de nouvelles charges excessives. Des milliers d'entreprises devront en temps utile se conformer à de nouvelles exigences complexes de reporting concernant les questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) pour faciliter l'apport de données d'entreprise sur ces sujets. Nous recommandons vivement aux institutions de l'UE d'éviter d'adopter une approche appliquée d'ordinaire aux affaires courantes, d'alléger les charges législatives pour les entreprises, de ne pas manquer de conduire une évaluation des impacts économiques et environnementaux et d'effectuer des contrôles de compétitivité fondés scientifiquement. Nous soulignons l'importance de prendre en compte l'effet cumulatif de la législation européenne, d'éviter les révisions inutiles du droit européen, et de garantir la sécurité juridique ; cela devrait s'appliquer, par exemple, au processus de révision à venir de la Directive sur les émissions industrielles, de la Directive sur la diligence raisonnable en matière de durabilité des entreprises et de la Directive sur les emballages et les déchets d'emballages.

Il est essentiel de soutenir certaines réglementations fondamentales, et d'accélérer l'entrée en vigueur rapide et complète du nouveau système de brevets unitaires. La propriété intellectuelle est un élément clé de la politique industrielle de l'UE pour soutenir l'innovation et atteindre les objectifs de la transition dans l'entre-deux. Après plus de 30 ans de négociations, nous sommes très près de finaliser la création d'un Brevet unitaire et d'une Juridiction unifiée du brevet qui permettront de largement protéger les inventions et de favoriser la compétitivité et la prospérité de l'Europe. C'est pourquoi nous nous opposons à tout report supplémentaire de

l'entrée en vigueur du nouveau régime des brevets, qui respectera pleinement les dispositions relatives au Tribunal de première instance, notamment le principe selon lequel ce régime dépendra d'une division centrale comportant deux sections.

Les règles de l'UE dans le domaine de la concurrence visent à garantir des conditions justes et équitables pour les entreprises, tout en favorisant l'innovation, et le développement des petites et moyennes entreprises. Nos entreprises se penchent maintenant sur les implications pratiques découlant de la nouvelle approche de la Commission européenne concernant le mécanisme établi à l'article 22 du Règlement sur les fusions. Corrélée à l'article 14 du Digital Markets Act (la loi sur les marchés numériques), cette démarche peut être utile dans le suivi des acquisitions de contrôleurs d'accès, susceptibles de soulever des préoccupations en matière de concurrence. Il est d'autre part important d'éviter d'éventuelles incertitudes juridiques qui seraient préjudiciables aux entreprises.

\*\*\*

*En tant que fédérations membres actives de BusinessEurope, la Confindustria, la BDI et le MEDEF partagent et soutiennent l'appel figurant dans la déclaration de Stockholm adoptée par le Conseil des présidents de BusinessEurope les 24 et 25 novembre et l'Union européenne pour définir une stratégie de compétitivité globale visant à promouvoir un environnement favorable aux entreprises, attrayant pour les investissements en Europe, générant une croissance à long terme, facilitant la création d'emplois et soutenant la transition toujours si nécessaire vers une société plus écologique et plus numérique.*